

## Réunion locale organisée à l'initiative du Conseil de développement de Nantes métropole : lundi 4 février 2019 de 18h30 à 21h00

**Public :** une centaine de personnes issues des réseaux de participants aux travaux du Conseil de développement

Expression organisée par tables de 8/10 personnes sur les 4 grands thèmes proposés au Grand Débat. Chaque table était conduite par un modérateur et devait produire au moins trois propositions



## RESTITUTION

---

### La fiscalité et les dépenses publiques

#### Propositions issues de trois tables de discussions

- Refonder l'ensemble du système fiscal français pour plus de justice
- Faire en sorte que tout le monde paie, même symboliquement, l'impôt sur le revenu. Le consentement à l'impôt relève du civisme et marque l'appartenance à la communauté nationale. La question du paiement par les citoyens français qui résident à l'étranger doit aussi être examinée

- Élargir la progressivité de l'imposition sur le revenu, vers le haut comme vers le bas. Traiter la question de l'effet de seuil en réexaminant le système des tranches
- Remettre à plat l'ensemble des taxes indirectes dont les assiettes sont à revoir
- Mieux moduler les taux de TVA selon le type de produits
- Revoir les droits de succession pour de nouvelles recettes
- Inventorier et réduire les niches fiscales en gardant celles qui permettent de créer de l'emploi (associations, services à la personne, aides aux territoires moins pourvus, ruraux ou outre-mer...)
- Mieux contraindre au paiement de l'impôt les géants du numérique (GAFA) et tous les "optimiseurs" de fiscalité. Lutter contre l'évasion fiscale en général.
- Mieux évaluer les mesures fiscales en renforçant le champ d'action de la Cour des Comptes : faire débattre l'Assemblée Nationale chaque année sur le rapport de la Cour et lui donner mission d'assurer les mesures correctives et le suivi
- Établir un meilleur lien entre la fiscalité locale et la dépense publique locale. Il s'agit de donner plus d'autonomie fiscale aux collectivités locales pour renforcer leurs capacités d'action. La suppression de la taxe d'habitation ne va pas dans ce sens
- Se fixer un objectif vertueux à long terme, celui de voter les budgets de l'État en équilibre
- Mieux suivre et contrôler les budgets sociaux, tout en évitant la multiplication des commissions de contrôles dont les résultats sont souvent peu probants
- Ré-ouvrir le chantier de la taxe carbone pour approfondir le débat justice sociale/nécessité écologique. Cette question peut éventuellement être liée à la TVA
- Diminuer le "mille-feuilles territorial" pour limiter la dépense publique en supprimant des niveaux : communes et départements
- Remettre à plat le dispositif chômage-apprentissage-formation. Certains emplois ne trouvent pas preneur (notamment dans la Région des Pays de la Loire). L'intervention de l'État peut parfois coûter plus qu'elle ne rapporte, notamment en matière d'aide à l'emploi avec des accompagnements coûteux et pas toujours efficaces. L'État régulateur peut aussi être perturbateur
- Refonder aussi les minima sociaux pour plus d'efficacité sociale
- Décentraliser davantage les dépenses publiques pour favoriser une meilleure répartition et égalité sur les territoires
- Examiner les coûts de l'immigration.

Idée pratique : autoriser le contribuable à flécher 10 % de son impôt sur le revenu sur une dépense publique spécifique (manière de commencer à répondre à la question "*Que fait-on des impôts* ")

## L'organisation de l'État et des services publics

### Propositions issues de deux tables de discussions

- Redéfinir le périmètre des grandes missions régaliennes de l'État (ce qui implique de redéfinir celles des 3 blocs de collectivités territoriaux)
- Mieux maîtriser le train de vie de l'État et assurer une meilleure transparence et lisibilité de la dépense
- Créer un organisme unique national d'évaluation des politiques publiques : il regrouperait la Cour des Comptes, l'inspection générale des finances et l'inspection générale des affaires sociales
- Redéfinir les modalités de recrutement de la fonction publique d'État en recrutant davantage sur les aptitudes et les compétences que sur les savoirs académiques
- Rendre plus accessibles les services publics à tous les citoyens dans tous les territoires. Cette accessibilité doit être une occasion d'innover dans l'organisation des services. L'égalité d'accès est une des conditions du sentiment d'appartenance nationale
- Fusionner le Sénat et le CESE (Conseil économique, social et environnemental)
- Limiter le renouvellement des mandats parlementaires à 3
- Confier aux parlementaires davantage de missions d'évaluation des politiques publiques
- Conserver la possibilité de cumul des mandats nationaux avec les exécutifs locaux de taille réduite
- Décentraliser et clarifier les compétences. Régions et intercommunalités pourraient disposer de compétences élargies en matière d'offre et d'organisation des services publics sur les territoires. Pour les Régions, il pourrait s'agir de santé, d'accueil des personnes âgées.... Il y a une notion de "régalien régional" à inventer
- Suppression du département, au moins ceux dans lesquels existe une métropole (au sens de la loi Maptam)

## Démocratie et citoyenneté

### Propositions issues de trois tables de discussions

- Supprimer le département et conserver la Région, les intercommunalités et les communes. Il est proposé des compétences spécifiques pour chaque collectivité (mettre fin à la clause dite de compétence générale et donc aux financements croisés)

- Initier un régime de type présidentiel avec un seul mandat non renouvelable et dont la durée doit être débattue. Les élections législatives doivent être organisées à la suite des présidentielles pour que les majorités de gouvernement soient claires
- Limiter le nombre de parlementaires. Sur le plan local, on pourrait instaurer le non-cumul des mandats locaux (communaux et intercommunaux). Cela permettrait d'instaurer un véritable suffrage universel direct pour les intercommunalités, conduisant à deux élections distinctes pour les municipales et les structures intercommunales
- À l'intérieur des collectivités, ouverture aux citoyens des commissions spécifiques communales, intercommunales, régionales pour prendre part aux décisions et à leur évaluation. Ex : des citoyens (désignés ou tirés au sort) participeraient, par exemple, à la commission des finances d'une collectivité. C'est un moyen pour sortir du seul duo élus/experts dans la décision publique pour en faire un vrai trio élu/expert/habitant
- Institutionnaliser des espaces décentralisés de discussion à l'échelle des quartiers, de plusieurs communes ou des pôles de proximité dans les grandes agglomérations
- Instauration d'une démocratie en continu, notamment au niveau local
- Instaurer le droit de vote des étrangers aux élections locales en lui associant une démarche complémentaire d'intégration via l'école, le travail...
- Retrouver le respect des institutions en évaluant mieux les politiques publiques qu'elles conduisent
- Retrouver le respect des citoyens avec une meilleure transparence de la décision publique
- Éduquer et former les citoyens à l'esprit critique, à la citoyenneté, au débat public
- Apprendre à débattre en sortant des schémas binaires pour/contre. Sur ce point, le référendum est un outil qui favorise les clivages et qui n'incite guère à la délibération collective. Or, la démocratie c'est d'abord l'art délibératif d'élaborer des compromis
- Assurer la lisibilité des lois en prévoyant les critères d'évaluation dès l'élaboration de la dite loi
- Constituer des conseils de quartiers tirés au sort
- Mettre en œuvre une meilleure communication des pouvoirs publics vers les citoyens pour remédier à l'énorme défaillance du "rendre compte" des décideurs
- Garantir la pérennité de lieux physiques présents pour le débat public. Les outils numériques ne sont qu'un appoint et ne permettent pas suffisamment l'échange
- Requestionner la durée des mandats électifs et des modalités de retour vers le citoyen
- Mieux prendre en compte les minorités de toutes sortes
- Tenir compte du long terme et du rapport au temps pour fabriquer de la décision collective dans une dimension générationnelle

- Lutter contre l'inégalité éducative
- Assurer la formation au sens des droits et des devoirs pour toutes les générations. Donner à tous les clés de la citoyenneté
- Assurer l'accès à des lieux physiques (et les créer quand ils sont manquants) de type maison des services publics, accès aux droits, services de citoyenneté
- Faire un "vrai" et "honnête" bilan du Grand Débat National
- Assurer une démocratie interactive au-delà du Grand Débat National.

## Transition écologique

### Propositions issues de deux tables de discussions différentes

- Assurer l'accompagnement et l'éducation pour toutes les générations dans l'objectif de changer les comportements pour plus de sobriété. Exemple concret : les bailleurs doivent être accompagnés de professionnels pour sensibiliser les locataires. Ils doivent être incités à rénover et isoler les logements pour pouvoir les relouer
- Instaurer une tarification progressive de l'énergie selon la consommation. Des dispositifs de prix minorés devront être prévus pour les logements sociaux et pour tenir compte de toutes les disparités géographiques et sociales
- Mettre en œuvre une "taxe à juste valeur" sur les transports polluants : aérien, cargos, camions. Les véhicules individuels doivent faire l'objet de traitements spécifiques. L'objectif est d'encourager la consommation et la production locale tout en favorisant le développement du ferroviaire et le transport collectif
- Interroger le terme de "transition". Il apparaît ambigu, suppose une durée longue et reste associé à la croissance
- Préférer le terme "conversion" globale : idéologique, morale (empreinte écologique des pauvres et des riches), économique...
- Prendre en compte la responsabilité individuelle des citoyens. L'action concrète commence par l'action des individus dans leur vie quotidienne
- Prioriser la recherche et la formation pour la "conversion"
- Mettre en chantier un Grenelle de la transition (de la conversion...) avec une concertation large sur un temps long
- Prendre le temps de fabriquer loi et décisions à l'échelle locale ou nationale

- S'appuyer sur des diagnostics locaux. On sait construire aujourd'hui des maisons autonomes en énergie, des équipements solaires... Il faut s'appuyer sur ce savoir-faire pour créer des filières industrielles susceptibles de créer des emplois : formation aux nouveaux métiers, bâtiment, architecture. Il faut pérenniser les dispositifs mis en place et éviter de les changer à chaque alternance de gouvernement
- Transformer plutôt qu'interdire en matière de mobilité
- Promouvoir la filière hydrogène du transport
- Réduire les échanges carbonés, privilégier le télétravail
- Suggestion d'initiative concrète à mettre en œuvre rapidement : interdire les systèmes de chauffage extérieur des terrasses de cafés-restaurants.

#### **Remarques entendues en marge de la séance :**

- Présence critiquée de bouteilles et gobelets en plastique sur les tables
- Absence de parité dans les modérateurs de tables
- Sujets qui auraient pu être abordés : question du vote blanc, du vote obligatoire, de la proportionnelle.